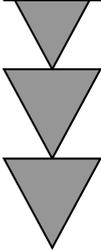


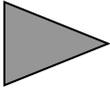
**L'ADHESION AUX PARTIES DE DROITE DU POINT DE VUE DES
MILITANTS****RIGHT WING PARTIES MEMBERSHIP FROM THE MILITANTS' PERSPECTIVE****Ida GALLI, Roberto FASANELLI, Debora
SOMMELLA**

Abstract

The study is part of a larger investigation on extreme right policies in Europe, achieved within the framework of the European Laboratory of Social Psychology, with the aim of understanding why it is we are witnessing the revival of the extreme right in some European countries. The investigation is defined by two analytical axes: the motivations of the adherence and the political route of the members of the party; and the social representations and practices of the supporters and the common knowledge concerning the right policy.

A sample of subjects (supporters and militants of the right wing) have participated in an interview, and the data was processed through a categorial-frequencial "hand-made" analysis of the content which permitted to realize an "a posteriori" system of categories, on which the presentation and discussion are based.

Keywords: extreme right policies, motivation of adherence, political route; political representation



Evolution de la scène politique italienne au cours des dernières décennies

La période qui va de 1989 à « Tangentopoli » (1992) représente un moment crucial dans l'histoire de la République italienne. Avec la chute du mur de Berlin et la désagrégation qui s'ensuit du pouvoir soviétique monolithique, le Parti Communiste Italien, plus important parti communiste d'Occident, s'effondre. Il avait légitimé l'existence d'un bloc d'opposition unitaire, avec à sa tête la Démocratie Chrétienne. En d'autres termes, passée la grande peur – induite par ces forces politiques qui se définissaient comme démocratiques – de voir passer « les tanks russes sous nos fenêtres », c'est tout le système des partis italiens qui explose, révélant le profond ébranlement de leurs principes fondateurs. En effet, au cours de la décennie précédente, en 1989, il s'était formé au centre de la société italienne et sans distinction de lieu, de Milan à Rome en passant par Palerme et Venise, un espace institutionnel et social comparable à une grande bulle d'air en expansion continue, entièrement envahie par la politique, dont la surface empiétait tant sur la classe gouvernementale - aussi bien romaine que périphérique - que sur les clientèles extrêmement diffuses dans le monde des entreprises, de la finance, des professions libérales, des services, de l'administration publique. A l'intérieur de celle-ci, les principes qui guidaient l'action pourraient être qualifiés de « légalité suspendue » et de « confusion patrimoniale programmée » : une absence complète de règles de droit, mais surtout la suppression de toute distinction entre fonds publics à proprement parler, gains obtenus à travers le marché mais en utilisant des facilités de paiement illicites, fonds des partis (déclarés ou non) et fonds propres (Schiavone, 1998).

S'il est vrai que, dès sa naissance, la démocratie italienne a été une « démocratie des partis », ainsi que le souligne l'historiographie sur le sujet, au moment de l'effondrement des partis faut-il envisager également l'écroulement de la démocratie italienne ?

Quelle que soit la réponse à cette question, on ne peut nier que la crise du système démocratique italien ait provoqué une prise de conscience dans tout le système social italien : « La crise italienne est une crise de croissance, la première crise de maturité du pays. » (Calise, 1994).

Pour mieux comprendre l'évolution du parti politique qui sera l'objet de la présente analyse, Alleanza Nazionale, il faut partir du 18 avril 1993, jour où l'on a voté en Italie pour l'introduction du système électoral majoritaire. Les votes favorables l'ont emporté. Au même moment la profonde crise qui avait pour origine « Tangentopoli » provoquait un véritable séisme dans le système des partis italiens.

En décembre 1993, l'entrepreneur Silvio Berlusconi, à la tête de trois chaînes télévisées, de la majorité des actions d'une importante société d'édition nationale, d'un patrimoine immobilier considérable et d'une société de football, entrait en politique ou mieux, selon ses propres mots « descendait dans l'arène » à la tête d'un mouvement dénommé Forza Italia.

Les élections de juin 1994 constituèrent le premier grand test pour le système majoritaire. Les forces de centre-droit l'emportèrent. Ainsi naissait le Gouvernement Berlusconi. Ces élections marquèrent un tournant important pour la tradition électorale italienne. On assistait, en effet, à trois grandes transformations : la première relative à l'offre politique, la seconde concernant la réponse des citoyens et la troisième touchant au système électoral. Tous les principaux partis qui avaient existé jusque dans les années 80 avaient disparu de la scène politique ou bien avaient radicalement changé de physionomie. Les électeurs étaient amenés à bien réfléchir sur leur vote car, avec l'introduction du système majoritaire, leur sens des responsabilités augmentait quant à leur capacité d'octroyer la victoire à leur propre coalition. Du point de vue de la consolidation de l'élite politique, ces élections doivent être considérées, selon Verzichelli (1997), comme le point de départ de la transition de la Première à la Seconde République et non comme un aboutissement.

De la naissance du Gouvernement Berlusconi en mai 1994 jusqu'en avril 1996, date à laquelle Romano Prodi, premier ministre désigné par la coalition de centre-gauche, l'Ulivo, sort vainqueur des urnes et prête serment, vingt-quatre mois se sont écoulés, caractérisés par des vicissitudes politiques, riches en épisodes importants. Les événements de ces deux années montrent, de toute évidence, les difficultés liées à un processus de transition qui n'arrive pas à trouver de solution. A partir de la phase de déstructuration des années 1992-1993 et surtout après les élections de 1994, la « partitocratie » italienne semble se diriger vers le bipolarisme. Mais le déroulement des événements en Italie sous le Gouvernement Berlusconi balaiera cette illusion.

Tandis que l'année 1994 incarne la possibilité d'un changement radical par rapport à l'histoire électorale italienne passée, l'année 1996 fait apparaître des éléments inédits, bien que conservant d'étroites attaches avec la tradition.

Grâce aux réformes économiques entreprises par le gouvernement Prodi, l'Italie est incluse parmi les 11 pays appelés à faire partie de la zone Euro à partir du 1^{er} janvier 1999. En avril – suite au vote au Parlement au sujet de l'intervention militaire en Albanie, bouleversée par la guerre civile – naissent les futurs contrastes entre le Gouvernement et Rifondazione Comunista. En juillet, commence au Sénat le débat sur la tenue du gouvernement, avec le discours de Romano Prodi. Le 21 juillet, le Sénat et puis la Chambre le 22 votent la confiance au Gouvernement. En septembre, le gouvernement approuve la loi de finances, à laquelle, en octobre, le

Comité politique du Partito della Rifondazione Comunista, décide de s'opposer. Les jours qui suivent sont marqués par la scission du courant de Cossutta et la rupture du groupe parlementaire de Rifondazione Comunista, qui représente l'extrême gauche de l'Ulivo. Ces contrastes déterminent la conclusion rapide de la première expérience italienne d'un gouvernement de centre-gauche. En effet, le 9 octobre 1998, avec un vote à l'issue incertaine jusqu'à la dernière minute et un résultat étonnant de 313 votes opposés et de 312 votes favorables, la Chambre des Députés refuse la confiance au Gouvernement Prodi. Le 16 octobre, après une série de consultations, le Président de la République charge le secrétaire des Démocrates de Gauche, Massimo d'Alema, de former un gouvernement. Après quelques jours de négociations frénétiques avec les partis, le Gouvernement d'Alema obtient la confiance à la Chambre le 23 octobre et au Sénat le 27 octobre. Pour la première fois dans l'histoire de l'Italie, un ex-communiste s'installe au Palais Chigi et rend encore plus manifeste le déclin du parti de masse « et son homologation aux lois rigides de la personnalisation » (Calise, 2000). Mais, le centre-gauche n'est pas capable de poursuivre son propre chemin vers la conclusion de la législature et se retrouve bientôt comme l'a dit Massimo Giannini de *La Repubblica*, à faire « en une nuit ce qu'il n'est pas parvenu à faire en un an et demi » de gouvernement, c'est-à-dire « trouver un Premier ministre (...) capable de donner un projet politique à une majorité qui l'a sacrifié au profit de la personnalité de son leader ». La charge contre le « Premier » sortant et sa majorité ne s'arrête pas là : ils se sont « précipités dans une crise suicidaire et dans la déconfiture électorale, et ont payé le prix de leur incapacité à capitaliser le passage à l'euro, l'assainissement des comptes publics et les dividendes d'une reprise économique qui se confirme ». Il revient donc à « Giuliano Amato de reprendre le flambeau », ce qui, selon *La Repubblica*, est « un choix cohérent avec la nécessité d'une continuité dans l'action et dans les rapports avec les partenaires européens ».

La figure de Giuliano Amato, qui semble être le parfait « président [du Conseil] de transition en attendant les élections de 2001 ». Encore faut-il que la majorité actuelle résiste aux coups de boutoir de la droite qui milite pour des élections anticipées. *Il Sole/24 Ore* reprend les déclarations d'un Silvio Berlusconi vainqueur aux élections régionales, qui traite de « crime contre la démocratie la tentative du centre gauche d'éviter de retourner devant les électeurs ». Car, selon le quotidien économique, « Il Cavaliere n'a plus de majorité parlementaire, laissant entendre que certains parlementaires qui soutenaient le gouvernement d'Alema sont sur le point de passer avec lui ».

Le 13 mai 2001, une majorité d'Italiens plébiscite la « Maison des libertés » emmenée par M. Silvio Berlusconi. Au début, la presse donne la coalition de droite largement gagnante, mais plus la soirée avance, plus l'avance de Berlusconi s'amointrit. La plus grande partie de la journée de ce lundi, la course entre la coalition menée par Berlusconi et la coalition sortante de centre-gauche de Francesco Rutelli, qui s'est fait connaître sous le nom de coalition de l'Ulivo, reste

serrée. Ce n'est que dans la soirée que l'on acquiert la certitude que Berlusconi détient une majorité suffisante auprès des deux chambres du Parlement italien, la Chambre des députés et le Sénat, pour former un gouvernement.

Alors que les votes sont en grande partie décomptés, on sait que Berlusconi a recueilli presque 45 % des voix à la Chambre des députés et plus de 42 % au Sénat. Le système électoral italien, complexe, ne permet pas de connaître la répartition exacte des sièges dans les deux chambres ce lundi soir. Mais il semble que Forza Italia (Berlusconi) détienne 282 sièges et la coalition de l'Ulivo 184 à la Chambre des députés.

Par rapport à la précédente élection nationale en 1996, Forza Italia a gagné 9% des voix, passant de 20,6 à 29%. Dans un communiqué, Forza Italia se décrivait comme «le parti le plus puissant, et de loin» en Italie.

Le principal allié de Berlusconi, Alleanza Nazionale, de tendance néo-fasciste, héritier du MSI, le parti fasciste d'après-guerre, a perdu environ 4%, glissant à 12% des suffrages exprimés. Le principal perdant des partis membres de la coalition menée par Berlusconi est la Lega Nord, parti séparatiste dirigé par Umberto Bossi qui utilise un langage démagogique, très proche de celui du dirigeant d'extrême droite autrichienne, Jörg Haider.

La Lega Nord, selon certains articles, n'a pas réussi à rassembler les 4% de votes nécessaires selon la loi électorale italienne pour pouvoir avoir des députés à la proportionnelle. L'organisation a par contre réussi à faire élire des députés directement, grâce au jeu des alliances.

Dans le camp du centre-gauche, les Démocrates de gauche, qui sont devenus dans les années 1990 la nouvelle figure du Parti communiste d'Italie, sont les grands perdants. Ils ne réussissent à recueillir que 17% des suffrages, alors qu'ils avaient réussi à attirer 21,2% des voix en 1996.

La victoire électorale de la coalition de Berlusconi représente un nouveau virage à droite de la politique italienne, un de ceux qui auront un impact important sur les événements en Europe. Berlusconi, qui a déclaré que Margaret Thatcher et Ronald Reagan étaient ses idoles politiques, allie ses politiques favorables au marché et au libéralisme à une rhétorique assez vague sur des réformes de l'État et de l'économie italienne. Il s'exprime en faveur de diminutions draconiennes des impôts ainsi que de la privatisation des entreprises gouvernementales et une prise en charge par le secteur privé de la gestion des programmes sociaux de l'État. Tout au long de sa campagne, Berlusconi a répondu aux critiques sur son immense richesse et ses pratiques douteuses en affaires en déclarant que ces accusations étaient de « la propagande communiste ».

La victoire aux élections législatives de l'homme le plus riche d'Italie - sa fortune est évaluée à 90 milliards de francs - n'a surpris personne tant il avait le vent en poupe depuis le scrutin régional du printemps 2000. Déjà, à l'époque, il avait affirmé : « Nous attaquerons par le ciel, par la terre, par la mer, et nous gagnerons. »

Patron du Milan AC et de trois chaînes de télévision, présent dans les secteurs du bâtiment, de l'assurance et de la presse écrite, Berlusconi symbolise une certaine réussite économique, alors qu'il a financé ses études en vendant des aspirateurs. Cependant, l'argent n'explique pas tout, comme le démontre Eric Jozsef en détaillant, d'une part, les étapes de l'irrésistible ascension du Cavaliere, à peine freinée par ses ennuis judiciaires et d'autre part, en analysant l'évolution chaotique du contexte politique italien de ces dernières années. Avec, en point d'orgue, l'arrivée au pouvoir d'une droite musclée qui a - paradoxalement ? - poussé sur les décombres de la première République, balayée par l'opération « Mains propres ».

Depuis le début des années 1990, Berlusconi est l'objet de plus d'une douzaine d'enquêtes différentes et d'accusations criminelles. Les accusations contre lui vont du parjure à la falsification de documents financiers en passant par l'évasion fiscale, la corruption de fonctionnaires et la collaboration avec la mafia. À ce jour, il a déjà été jugé coupable pas moins de quatre fois et condamné à un total de six ans et trois mois de prison. Toutefois, il a entrepris une série d'appels jusqu'à ce qu'il réussisse à faire lever les sentences contre lui.

À Palerme, capitale de Sicile, le bras droit de Berlusconi, ancien dirigeant de la filiale de Fininvest, Pubitalia, est actuellement en procès pour répondre à des accusations de connivence avec la mafia.

Avant les élections, la revue financière britannique *The Economist* a proclamé à la une que Berlusconi n'était pas apte à gouverner. *The Economist* a écrit : « Dans toute démocratie qui se respecte, il serait impensable qu'un homme qu'on suppose sur le point d'être élu premier ministre ait récemment été inquiété pour, entre autres, blanchiment d'argent, complicité pour meurtre, liens avec la mafia, évasion fiscale et corruption d'hommes politiques, de juges et d'inspecteurs fiscaux. Mais, nous parlons ici de l'Italie, et de Silvio Berlusconi, probablement son plus riche citoyen. Comme notre enquête le démontre sans équivoque, M. Berlusconi n'est pas apte à diriger le gouvernement de quelque pays que ce soit, encore moins de l'une des démocraties les plus riches au monde. » (Rippert, 2001). L'article concluait que « l'élection de M. Berlusconi en tant que premier ministre serait un jour sombre pour la démocratie italienne et pour le règne de la loi ».

Qu'un homme qui, selon l'hebdomadaire italien *L'Espresso*, mérite plus de dix ans de prison, ait pu accéder au pouvoir une deuxième fois témoigne surtout de l'échec politique du gouvernement de centre-gauche qui avait pris le pouvoir cinq ans

auparavant. Dès le début, ce gouvernement avait considéré que sa tâche principale était d'imposer des mesures économiques demandées par les banques internationales comme condition de l'intégration de la lire italienne dans l'Euro, la monnaie de l'Union européenne.

Les programmes sociaux ont connu des compressions budgétaires importantes sous le gouvernement mené par les Démocrates de gauche et les attentes de larges sections de la population ont tout simplement été ignorées. Le taux de chômage est resté très élevé. Après l'abandon par l'Italie de la politique, depuis longtemps en vigueur, d'ajustement des salaires en compensation de l'inflation, le gouffre entre le Nord industrialisé et le Sud plus défavorisé s'est creusé comme jamais auparavant.

À plusieurs occasions, le gouvernement du centre-gauche a été en position de prendre l'offensive contre Berlusconi et Forza Italia. Mais, en tout état de cause, il ne l'a jamais fait.

Plusieurs jours avant l'élection, le dramaturge italien, metteur en scène et récipiendaire du prix Nobel bien connu, Dario Fo a attiré l'attention sur cet aspect du rôle du gouvernement de l'Ulivo. Sous le titre «La gauche est-elle coupable, elle aussi?», il écrivait au sujet d'une victoire électorale de Berlusconi :

«Ce qui me paraît le plus abject dans toute cette histoire, c'est le rôle du gouvernement de centre-gauche. D'une façon entièrement servile, la gauche a gardé Berlusconi dans le coup, parce qu'elle croyait que c'était la meilleure façon d'améliorer ses chances avec les partis du centre encore indécis. C'est l'unique explication à la situation difficilement réversible que nous connaissons actuellement.»

Ce n'est qu'à la veille des élections que les deux coalitions ont présenté leurs programmes, remarquables par leurs similitudes sur les questions économiques et sociales essentielles. Le centre-gauche s'est adapté au programme de droite de Berlusconi, reprenant à son compte sa volonté de diminuer les taux d'imposition les plus élevés et de privatiser des entreprises appartenant au gouvernement.

Pour toutes ces raisons, les Italiens se retrouvent avec un gouvernement suscitant des cauchemars, constitué de xénophobes plus ou moins déclarés, de fondamentalistes catholiques et de fascistes « néo » et traditionnels.

Cette idéologie, officiellement abandonnée lorsque le vieux Mouvement social italien (MSI) se transforme en Alleanza Nazionale, pointe à tout moment dans les rangs du parti de M. Fini : croix celtiques des organisations de la jeunesse, insultes et agressions physiques contre les homosexuels (en 1999, la section de Viareggio de l'AN, dirigeants en tête, prend d'assaut une représentation d'un groupe de théâtre homosexuel), diabolisation perpétuelle des immigrants, campagne pour éliminer les

manuels scolaires jugés trop favorables à la Résistance, noms de personnalités fascistes donnés à de nombreux sièges du parti. Toutes les forces présentes dans le gouvernement ne se reconnaissent évidemment pas dans ces structures idéologiques. M. Berlusconi pratique un anticommunisme très différent. Mais lui et ses alliés pataugent dans un bain de xénophobie, de fanatisme religieux, de pulsions autoritaires, de nationalisme, de machisme et d'obscurantisme (Evangelisti, 2001)

Il faut souligner que l'évolution d'Alleanza Nazionale (AN) ne laisse que très peu d'espace aux néofascistes « non repentis ». L'AN comprend actuellement trois courants : celui des partisans de M. Gianfranco Fini, dirigé par MM. Ignazio La Russa et Maurizio Gasparri, celui-là même qui a exprimé, après le 21 avril, son refus de tout contact avec M. Le Pen ; un courant modéré « gaullien » (MM. Altero Matteoli, Domenico Nania, Adolfo Urso), partisan d'un régime présidentiel ; et Destra sociale, dirigé par M. Giovanni Alemanno et le président de la région Latium, M. Francesco Storace, qui est le plus proche du filon idéologique du fascisme social.

Sur la plupart des questions de société, Alleanza Nazionale maintient un équilibre entre ces trois courants et n'est pas le plus réactionnaire des partis italiens, en raison notamment de sa relative indifférence en matière religieuse : ainsi, c'est le parti catholique CCD, de M. Rocco Buttiglione, qui, sous la pression du mouvement catholique traditionaliste Communion et Libération, pousse le gouvernement Berlusconi à revoir les lois sur l'avortement et sur le financement de l'enseignement privé. Dans ces conditions, le Mouvement social - Flamme tricolore de M. Pino Rauti, leader historique de l'aile radicale du Mouvement social italien (MSI) et ancien combattant de la République de Salò, est réduit à 0,3 % des voix (1 % pour les élections de mai 2001 au Sénat).

La dérive « à droite » de l'Italie est surtout une dérive culturelle. En fait, historiens et philosophes (de gauche, comme Massimo Cacciari) ont déjà oeuvré pour la récupération culturelle de Mussolini, d'Ernst Jünger, Julius Evola et d'autres intellectuels chers à l'extrême droite. Autant de démarches qui contribuent à dédouaner le MSI, puis à légitimer l'Alleanza Nazionale au sein de laquelle M. Fini est parvenu à réunir des anciens fascistes, des monarchistes, des extrémistes catholiques et une partie des conservateurs. Et, lorsqu'un ministre socialiste belge accuse le gouvernement de philo fascisme, c'est l'ancien chef du gouvernement Massimo d'Alema (DS) qui, avec le président de la République, l'ancien résistant Carlo Azeglio Ciampi, rassure l'opinion internationale : selon eux, il n'y a quasiment plus de fascistes au Parlement italien et ceux qui restent sont totalement apprivoisés. Un précieux alibi qui protège l'Italie des foudres européennes expérimentées par l'Autriche.

Le révisionnisme, bien ancré dans les universités, est régulièrement défendu dans la presse. L'opinion n'est pas vaccinée contre de telles manipulations, qui, si elles ne substituent pas une vérité à une autre, effacent l'idée même de vérité. Sur ce vide de mémoire, on peut bâtir n'importe quoi, en l'absence de tout contrôle. Ce qui se traduit, parmi les intellectuels, par une réhabilitation de l'innommable et de l'indicible, mais, dans le grand public, par une chute vertigineuse de la sensibilité morale.

Dès la fondation d'Alleanza Nazionale (AN), pour se débarrasser définitivement de l'héritage fasciste et transformer concrètement AN en un parti de gouvernement, modéré et démocratique, Gianfranco Fini avait annoncé une visite à Yad Vashem, le musée de la Shoah de Jérusalem, auquel il s'est effectivement rendu en novembre 2003. A cette occasion, Fini évoque l'époque à laquelle ont été votées les lois raciales et lors de laquelle six millions de Juifs ont été recensés, chassés de leur travail, des écoles, dépossédés de leurs biens et de leurs droits civils, dénoncés, persécutés, déportés et enfin envoyés mourir dans les camps de concentration et d'extermination, et la qualifie "d'époque du mal absolu".

Le *leader* d'AN opère une rupture supplémentaire avec le passé en n'excluant plus de cette même époque le fascisme, République de Salò comprise. En insistant de manière explicite sur la responsabilité des Italiens eu égard aux lois raciales, Fini déclenche un large débat au sein même du parti, débat à l'origine de la décision d'Alessandra Mussolini de quitter AN et d'aller jusqu'à fonder un nouveau parti, Libertà d'Azione (aujourd'hui Azione Sociale), qui, aux élections administratives suivantes (2004), provoquera l'érosion de l'électorat traditionaliste d'Alleanza Nazionale.

Le parti Alliance nationale est aujourd'hui un parti conservateur pro-européen et son leader, Fini, a occupé les fonctions de vice-président du conseil et de ministre des affaires étrangères lors du mandat de Silvio Berlusconi entre 2001 et 2006. En 2005 contre son camp, il a pris position pour le "oui" lors d'un référendum sur la procréation assistée. Lors de la dernière campagne électorale, Fini a insisté sur les thèmes de la sécurité et de l'immigration. Il s'en est notamment pris vigoureusement aux roumains.

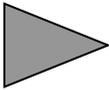
Mercredi 30 avril 2008, l'ancien ministre des Affaires étrangères italien Gianfranco Fini a été élu à la présidence de la Chambre des députés. Il devient ainsi le troisième personnage de l'Etat, après le président de la République et le président du conseil

Le nouveau troisième homme d'Italie a déjà fait son mea culpa, dénonçant "les infâmes lois raciales de 1938", et assimilant le fascisme au "mal absolu". Il a participé à la Convention chargée de rédiger la Constitution européenne. Sa nomination et la victoire à Rome de Alemanno (lui-même d'AN) renforcent

l'Alliance Nationale face à la Ligue du Nord au sein de la coalition réunie autour de Silvio Berlusconi. Gianfranco Fini a annoncé que sa législature serait "constituante". Il s'agit de rééquilibrer le Parlement en faveur de la Chambre et de renforcer les pouvoirs du président du conseil. En effet, le fonctionnement actuel des institutions rend facilement le pays ingouvernable. C'est ce qui a provoqué la chute prématurée de Romano Prodi.

Il a également rendu hommage au pape Benoît XVI, soulignant "le rôle fondamental de la religion chrétienne", tout en rappelant les principes de laïcité de l'Etat italien. Son discours d'investiture appelle également à ce que "le judaïsme, la culture chrétienne occidentale et l'Islam puissent prospérer dans un respect mutuel des différentes identités" sur le pourtour méditerranéen.

Ici s'achève la description des événements survenus en Italie jusqu'au moment de la mise à jour des résultats de la présente recherche. Il convient cependant de noter que de la fin des événements relatés ici à l'élaboration de ce rapport, la situation politique générale et celle d'AN en particulier sont demeurées substantiellement inchangées.



La recherche

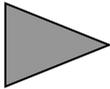
L'étude dont on va présenter quelques résultats, s'inscrit dans une plus vaste recherche sur les extrêmes droites en Europe, coordonnée par Birgitta Orfali au sein du Laboratoire Européen de Psychologie Sociale (Leps).

Le but de la recherche c'est de comprendre pourquoi on assiste, dans certains pays d'Europe à la ré-émergence d'extrémismes de droite. La France, l'Allemagne, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Belgique, les Pays-Bas, l'Espagne et l'Italie ont en effet vu une partie de leur électorat se sensibiliser aux discours d'extrême droite ces derniers années.

Deux axes analytiques définissent la recherche : les motivations d'adhésion et les parcours politique des adhérents; les représentations sociales et les pratiques sociales des adhérents aussi bien que les savoirs de sens commun élaborée par rapport à la droite dans différentes pays européens.

Pour définir les différences éventuelles entre les types d'adhésion à la droite dans chaque Pays, on a soumis à un échantillon de sujets de droite (sympathisants et militants) à une entretien semi-dirigée.

Les données ont été traitées par une analyse de contenu de type catégorielle-fréquentielle, fait « a la main » (Bardin, 1995). Cette procédure a prévu l'analyse horizontale des réponses aux questions de l'entretien, l'individuation de l'entière réponse comme « unité de contexte » et la réalisation du système de catégories « a posteriori » suivant : prosélytisme, polémique sociale, adhésion profonde, implication morale, autonomie au sein du discours, charisme du chef, racisme/antisémitisme, préférence pour une Eglise traditionnelle, avortement/liberté sexuelle, relations internationales, événement déterminant, croyance dans l'avenir du parti.



*Perceptions, croyances et représentations chez les militants de
Alleanza Nazionale*

Pour l'Italie on a interviewé 25 sujets (M = 13 ; F = 12) subdivisés en trois groupes à partir de l'âge (18-25 ; 25-45 ; > 45).

Les résultats obtenus restituent un tableau décisivement composite des productions symboliques des militants AN au regard de leur adhésion au parti. Plus précisément, concernant la variable « prosélytisme », les individus interrogés, indépendamment de l'âge et du genre, sont divisés entre ceux (64%) qui tendent à convaincre leur interlocuteur de la justesse de leurs positions, et de l'amener à s'en rapprocher, et ceux (36%) qui adoptent des modalités expressives moins, ou pas du tout, susceptibles de convaincre leur auditoire.

Si nous prêtons attention au contenu du discours de ceux qui se sont montrés manifestement prosélytes, on remarque que tous ne le sont pas de la même manière.

Certains sujets, en effet, préfèrent s'arrêter sur les qualités propres à Alleanza Nazionale qui est perçue comme :

“un parti moderne, même s'il continue à être orienté par des valeurs qui sont importantes, un parti moderne qui a de bonnes chances de s'imposer fortement, comme il l'a déjà fait, au sein de la société”(S10/M2H)¹

¹ Le code alphanumérique proposé entre parenthèses permet d'identifier les individus de l'échantillon selon la logique suivante : S1-25 = numéro de l'entretien ; M = homme ; F = femme ; 1 = classe d'âge 18-25 ans ; 2 = classe d'âge 25-45 ans ; 3 = classe d'âge > 45 ans ; H = haute responsabilité au sein du parti ; B = basse responsabilité au sein du parti.

« ...un guide, surtout pour les nouvelles générations, pour les jeunes, qui puisse être réellement un parti qui offre du changement et une nouvelle classe dirigeante au pays » (S1/M2H)

« ...une droite moderne, une droite qui puisse interpréter l'envie de renouveau des Italiens, et qui puisse aussi, à l'aide de grandes valeurs repère, essayer de mettre en oeuvre, concrètement, des propositions de modernisation. » (S4/M3H)

AN est donc présentée comme un parti fortement empreint de modernité, comme un guide pour les jeunes générations, l'incarnation d'une droite qui, tout en se fondant sur une tradition solide, constitue l'unique voie possible pour un vrai renouveau de l'Italie.

D'autres individus préfèrent mettre en avant leur parti, en ayant recours au plus classique des mécanismes de catégorisation sociale.

S'il est vrai, en effet, ainsi que l'a largement démontré Tajfel (1972) que l'adhésion à un groupe (parti) et le fait d'y rester sont fonction de la contribution positive que le groupe apporte à l'identité sociale du sujet, il est également avéré qu'un individu appartenant à un groupe cherche à renforcer les caractéristiques de ce groupe afin de le rendre satisfaisant pour son identité sociale.

« Celui qui milite à AN, celui qui est élu sur les listes AN est profondément différent, comme je le disais plus tôt, même par rapport aux militants des partis qui nous sont proches, je crois qu'il a une préparation, des bases culturelles et politiques que les autres n'ont pas, justement parce que notre activité commence dans les sections, commence avec les militants, par conséquent nous le faisons avec passion, mais par quelque chose de différent de ce qui motive les autres. » (S7/M2H)

« AN est un mouvement politique, la seule alternative actuelle à l'idéologie de gauche ou à la non-idéologie, parce que là où l'idéologie de gauche tend vers la transformation de masse, vers une mise en conformité culturelle, sociale et économique, AN propose la diversité, même du point de vue des capacités et donc la valorisation du potentiel intellectuel et des capacités qui existent en chacun. » (S18/F3B).

L'aspect le plus intéressant, que l'on retrouve dans les expressions des personnes interrogées, est cependant lié au fait que ces individus ne se contentent pas de pointer du doigt la diversité entre eux-mêmes et les militants d'engagement opposé, mais entre eux-mêmes et les militants de leur propre coalition politique, témoignant d'un effet radical de « centrage cognitif », tel que mis en évidence par Deschamps (1984).

Une nette majorité des individus interrogés (64%), une fois de plus sans distinction significative en termes de genre et d'âge, semble construire son propre discours en utilisant des modalités expressives fortement polémiques vis-à-vis de la société italienne et de ceux qui la gouvernent. On rencontre ainsi, au cours des entretiens,

de nombreux individus accusant de façon générale « tous ceux qui » ne pensent qu'« au pouvoir, à l'argent, à ce que l'on peut avoir en retour... » (S20/M1B).

D'autres, de façon plus analytique, se réfèrent aux idées de ce que l'on appelle la « droite sociale » et critiquent la façon dont est utilisé l'argent public, même par les responsables de leur propre parti.

« Il y a des ouvriers qui ne s'en sortent plus, le chômage augmente, selon moi l'ensemble des ressources dont nous disposons est géré de manière irrationnelle, il y a tellement de choses, le fait que l'on détruise les produits agricoles pour maintenir les prix à un certain niveau, ou encore tout cet argent que l'on veut dépenser pour le pont de Messine » (S19/F1B).

La majeure partie des phrases que l'on peut rattacher à la variable « polémique sociale » provient des individus qui remplissent des rôles hiérarchiquement plus élevés au sein du parti et concernent, de façon plus classique, la crise des valeurs traditionnelles et l'absence de formes adéquates de contrôle social.

« La société italienne d'aujourd'hui ne me plaît pas vraiment, parce qu'en tant qu'homme de droite, je préférerais qu'elle soit plus, comment dire, disons plus encadrée, entre guillemets, au sens où je voudrais plus de sens civique, au moins chez nous, je voudrais que l'on soit davantage respectés à l'étranger. » (S2/M3H)

« La société italienne actuelle est une société en perte de repères, justement parce que, comme je l'ai dit auparavant, elle a perdu des valeurs fondamentales, des valeurs qui sont en crise et que nous cherchons précisément à reconstruire, et c'est cela notre devoir, reconstruire ces valeurs. » (S25/F3H).

« La société italienne d'aujourd'hui...je n'en pense pas beaucoup de bien, sincèrement, c'est-à-dire que selon moi beaucoup de choses devraient changer, il y a trop de tolérance d'après moi. » (S6/F2H)

En ce qui concerne la variable « Adhésion profonde », il convient de souligner que plus de 80% des individus interrogés s'attardent à décrire ce qui a motivé leur choix de positionnement politique.

Orfali (2005) considère l'adhésion comme un phénomène aux multiples facettes, à la fois complexe et simple. Complexe, parce qu'il présuppose une tendance individuelle, une prédisposition, et simple parce qu'il renvoie à une dynamique de groupe évidente.

Selon leurs positions respectives, les individus interrogés se regroupent autour de l'un ou de l'autre des pôles du continuum mis en évidence. Parfois ils mettent l'accent sur le processus subjectif, intrapsychique de leur adhésion à Alleanza Nazionale.

« ...ça a été quelque chose de très instinctif, et puis c'est devenu un choix culturel, l'instinct s'est transformé en idée, évidemment ensuite cette idée a trouvé des points d'ancrage à travers les livres, à travers la participation à l'activité du parti... » (S22/M1H)

D'autres évoquent plutôt les processus d'influence sociale ayant joué sur leur choix.

« Partager des valeurs, avec les militants, parce que nous formons un groupe qui n'a pas de but lucratif, nous, au sein de la section nous payons, nous prélevons nous même notre argent, personne ne nous donne de l'argent, nous n'avons aucun appareil derrière nous, donc pour partager certaines valeurs, pour faire de la politique, pour aller manifester, pour tenir des stands dans la rue, c'est quelque chose qui me fait me sentir bien » (S21/F2H)

« Je fais partie d'une grande famille qui a des principes. » (S2/M3H)

Chez certains, enfin, on peut trouver des références à la dimension représentée du phénomène que ce soit en termes d'ancrage à un passé éloigné – mais encore très proche d'un point de vue émotionnel – ou en termes de projection imaginative vers un avenir à construire.

« J'ai vu en Alleanza Nazionale disons la continuité avec le fascisme, il s'agissait donc de s'inscrire dans la continuité avec le régime de Mussolini, en lequel je me reconnais en tout point. » (S18/F3B)

« Je partage le parcours que les hommes et les femmes d'Alleanza Nazionale tiennent dans le but d'une modernisation, d'un changement de notre société, soit de la commune dans laquelle nous vivons, soit de façon plus générale de l'Etat qui nous gouverne, donc je partage les idées susceptibles d'apporter ce genre de changements et me sentir membre d'Alleanza nazionale, cela signifie me sentir engagé en première ligne. » (S7/F2H)

L'implication morale ne semble pas représenter un élément déterminant pour caractériser les discours des individus interrogés. Seulement 56% d'entre eux, en effet, se réclament explicitement, à travers les réponses faites, de valeurs partagées et d'idées directrices. Le plus souvent les valeurs en question s'apparentent à un cliché relativement galvaudé l'homme/de la femme de droite, paladin de la patrie et de la famille.

« C'est tout cela : l'amour de la patrie, du civisme, de la culture, du progrès, de la famille, de la religion, de la patrie du drapeau, de ses propres enfants, de la tradition. » (S3/M3H)

« la patrie, nous avons toujours été très nationalistes, pour nous la patrie est tout, nous pourrions mourir pour la patrie » (S2/F2H)

« ...le sens de la patrie, le concept d'Europe des peuples, la défense absolue de l'idée de famille traditionnelle, de famille naturelle, le concept de patrie, l'attachement à la terre... » (S22/M1H)

En d'autres endroits, au côté de ce type de valeurs traditionnelles, on trouve des références à l'anticommunisme et à l' « anti-berlusconisme ».

« En nous est né immédiatement, avant tout, le désir d'une lutte contre le communisme et en second lieu se sont développés, certainement par le biais d'études alternatives aux parcours scolaires habituels, un esprit plus traditionaliste, au sujet de certaines valeurs telles que la patrie, la famille, qui bien sûr sont en primordiales. »

(S11/M1H).

« Par exemple pour nous la patrie, la famille sont des valeurs que nous avons mis au cœur de tout programme politique, c'est-à-dire que pour nous ce qui prime c'est le respect de valeurs comme la patrie, la famille, l'homme, la vie, le reste vient ensuite ; d'autres partis privilégient peut-être des aspects plus divers, peut-être la dimension économique, ou la lutte des classes : nous nous avons toujours posé comme objectif central la sauvegarde de certaines valeurs, ensuite vient tout le reste. » (S7/M2H)

Les propos de la quasi-totalité des personnes interrogées (84%) mettent en évidence une large autonomie vis-à-vis des directives du parti, autonomie qui se trouve synthétisée par la position exprimée par un jeune militant, reportée ci-dessous.

« le parti voit les choses d'une certaine façon et bien-sûr que nous les jeunes devons trouver un compromis, parce que nous ne pouvons pas nous aligner sur les positions radicales du parti. » (S11/M1H)

La proportion des personnes interrogées qui déclare subir l'influence du charisme du chef est légèrement inférieure à la moitié de l'échantillon (48%), et dans ce cas encore, l'âge et le genre n'influent pas sur ce résultat.

Le leader de AN, Gianfranco Fini, est perçu comme une personne compétente, ayant une haute idée de la chose d'Etat, comme une personne équilibrée, capable de transmettre un formidable sentiment de sécurité.

« Nous avons un président, Gianfranco Fini, qui est quelqu'un de bien préparé, de très équilibré aussi, c'est un grand homme politique, actuellement le plus grand qui soit et par conséquent il est entouré de personnes de haute stature intellectuelle et spirituelle. » (S25/F3H)

« J'aime beaucoup la manière dont Gianfranco Fini s'exprime, je l'apprécie en tant que personne, sa présence me rassure » (S24/F2B)

Certains individus déclarent avoir choisi d'adhérer à AN précisément en raison des qualités personnelles du président du parti.

« ...à la télévision j'ai été marqué par certains discours de Fini, j'ai été marqué par cette personnalité, et c'est comme ça que j'ai commencé à m'intéresser à son parti, c'est ça qui m'a poussé à entrer pour la première fois au siège de ce qui était alors le Movimento Sociale Italiano, et puis je me suis inscrit par la suite. » (S7/M2H)

« ..Fini et les autres personnalités du parti ont encore le sens de l'Etat, qui manque à beaucoup d'hommes politiques... » (S19/F1B)

« Pour moi ça a commencé parce que j'admirais le Président, Fini... » (S8/F1H)

« A partir du moment où Fini ne sera plus en condition pour faire de la politique et diriger AN à mon avis il y aura une sorte de diaspora. » (S11/M1H)

En ce qui concerne la variable « racisme », il convient de noter que 84% des personnes interrogées déclarent ne pas avoir cette caractéristique. Les motivations évoquées vont de la mémoire historique aux relations interpersonnelles et familiales, en passant par des réflexions de géopolitique éclairée.

« AN, comme le parti fasciste de Benito Mussolini, en tant que mouvement italien, n'est ni antisémite, ni raciste, parce que dans la mentalité italienne ça n'existe pas. » (S18/F3B).

« ...une personne de couleur, ou juive, ou chinoise, je ne sais pas, peut tout aussi bien être mon meilleur ami j'ai des amis d'autres groupes ethniques... » (S9/F2H)

« Le problème du racisme, au sens où un noir pourrait entrer dans votre famille et épouser votre fille, mon Dieu, il y a tant de gens de couleur qui sont des gens très bien, il n'y a aucune différence, et d'ailleurs si il devait arriver à un communiste que sa fille tombe amoureuse d'un noir, puis qu'il l'épouse et qu'ils aient des enfants, qu'est ce qu'il dirait ? c'est absurde, je veux dire on est tous très forts pour dire non, mon Dieu, mais à la fin qu'est-ce qu'on fait ? c'est moche, hein ? » (S15/M3H).

« Nous ne nous sentons absolument pas racistes, ou antisémites, nous soutenons Israël dans le conflit avec les Palestiniens. Il ne faut pas confondre la volonté de défendre ses traditions avec le racisme. » (S4/M3H).

Il est cependant intéressant d'observer les racines xénophobes de certains lieux communs exprimés par les personnes interrogées, qui mériteraient d'être approfondies ultérieurement, au moyen d'instruments permettant de « contrôler » la désidérabilité sociale de certaines réponses.

« On voit bien ce que ça donne ici Via Toledo, le massacre avec ces vendeurs, ces fameux vendeurs à la

sauvette, eh bien s'ils veulent faire cela, il vaut mieux qu'ils aillent dans leur pays... Leur envoyer des aides chez eux, des aides économiques j'entends, et ne pas les faire venir en Italie. » (S2/M3H).

La tendance à nier la moindre stigmatisation de type raciste s'avère encore plus évidente quand on interroge les individus sur l'antisémitisme. Cette fois seulement 4% des personnes interrogées se déclarent clairement antisémites. Au-delà du nombre remarquable d'individus se déclarant opposés à ce sentiment (72%), il

convient de relever le pourcentage conséquent de militants, qui refusent tout simplement d'évoquer le sujet (24 %).

Mis à part quelques tentatives de révisionnisme historique, ces chiffres s'expliquent probablement par les nouvelles politiques d'ouverture de la droite italienne institutionnelle à destination du gouvernement israélien. Une ouverture qui, l'année même où cette étude a été réalisée, a abouti à une visite officielle de Fini au mémorial du génocide de Tel-Aviv et au musée d'Auschwitz.

« ...le ghetto de Rome, construit dans les années 20, si vous y allez aujourd'hui, c'est l'un des plus beaux endroits de la ville, donc je ne pense pas que quiconque ait un intérêt à construire un ghetto qui est tout sauf un ghetto, dans un quartier aujourd'hui important de Rome, où il y a de belles constructions architecturales, où l'on vivait d'une certaine façon, et puis comment tant de Juifs ont-ils pu se réfugier en Italie avec le visa du gouvernement italien sur leur passeport ? cela veut dire que quelqu'un avait fait une circulaire, vous savez que Perlasca était inscrit au Parti National Fasciste ? » (S5/M2H).

« ...les rapports que certaines personnalités du gouvernement entretiennent avec Israël nous font comprendre que sur ce point il n'existe plus de problème. » (S7/M2H).

Même si la majorité des individus s'exprime clairement contre toute attitude antisémite, certaines personnes interrogées profitent de l'occasion pour souligner combien le génocide a été utilisé par les Juifs et combien ceux-ci se sont toujours adonnés à des activités exécrables telles que l'usure et la production des armes, reproduisant les mêmes stéréotypes terrifiants que ceux utilisés de façon instrumentale pendant les persécutions nazies.

« Je ne dis pas que j'adore les Juifs, mais en tant que personnes, êtres humains, combattants, je les aime beaucoup, et ce sentiment personnel, cela semble étrange, est aussi le sentiment de groupes de gens de droite, ce rapprochement avec Israël, avec les Juifs en tant que personnes et non plus comme autrefois en tant que banquiers, qui pratiquaient l'usure, pensant seulement à leurs richesses, dernièrement le peuple d'Israël s'est révélé être précisément un peuple courageux, un peuple de combattants. » (S15/M3H)

« Ils ont été très intelligents pour, disons, l'exploiter, le génocide, parce que il y a eu tant et tant de victimes de massacres, et pourtant les autres peuples n'ont pas réussi à les dénoncer comme l'ont fait les Juifs. » (S2/M3H)

« ...ce sont tous des usuriers, ce sont les Juifs qui ont inventé la banque, et puis comme ils veulent avoir le pouvoir ils fabriquent les canons ; ils ne fabriquent pas des boîtes de sauce ou des pâtes, non, ils sont fabricants de canons. » (S3/M3H)

Quant à la question de la préférence pour une Eglise traditionnelle, les avis exprimés montrent que 56% d'individus y sont favorables.

Les modalités d'expression utilisées par la majorité des individus renvoient au pouvoir rassurant de la tradition et à un besoin ancestral de stabilité qui se trouve satisfait par la tradition.

« ...quand l'Eglise ...cherche à mettre de côté ses origines et à s'adapter au contexte actuel pour être toujours présente dans la société, elle perd de vue son objectif principal, l'Eglise doit maintenir ses traditions intactes. » (S4/M3H)

« Je crois que l'Eglise par définition doit être traditionnelle, parce que je ne crois pas que des principes fondamentaux puissent changer avec le temps, ils peuvent s'appliquer de manière différente, mais les principes restent les mêmes. » (S22/M1H)

Le 40% des individus apparaissent cependant plus favorables à une Eglise en mesure de se renouveler, exprimant leur lassitude à l'égard des positions ecclésiastiques définies comme trop arriérées, mais soulignant également le fait que l'Eglise est une institution et, donc, qu'elle doit évoluer au même titre que n'importe quelle autre institution.

« Pour certaines choses, je serais favorable à un changement ; pour le dire simplement, cela ne me dérangerait pas que les prêtres se marient. » (S3/M3H)

« Si la société des hommes change, l'Eglise qui est une institution créée par les hommes doit changer avec eux. » (S7/M2H)

« Je crois qu'il serait mieux de parler de modernisation, parce que désormais les jeunes sont un peu las de voir cette Eglise trop campée sur des positions ancestrales. » (S11/M1H)

Alors que relativement à la question d'une Eglise traditionnelle, l'échantillon est très divisé, manifestant un fort désir d'innovation, on ne peut dire la même chose d'un autre sujet très lié à la tradition : celui de l'avortement. En effet, 80% des individus s'y déclarent hostiles, avançant soit des raisons de sensibilité, soit des raisons profondément ancrées dans l'idéologie du parti auxquels ils appartiennent.

« Un avortement est quelque chose de contre-nature, il faut que ça s'arrête. » (S11/M1H)

« En ce qui concerne l'avortement, je suis absolument contre parce que cela démontre une absence totale de responsabilité. » (S12/M1H)

« Je suis d'accord avec le Pape, du moins je pense que, disons, je ne parlerais certainement pas d'avortement dans les 14 premiers jours après la conception, mais après 14 jours je suis contre l'idée de priver une personne de la vie. » (S12/M1H)

« Comme toutes les personnes de mon parti je suis contre l'avortement, aussi parce qu'il s'agit d'un homicide et donc il n'est pas question d'interrompre une vie pour des raisons, disons, d'égoïsme pur. » (S25/F3H)

A la lumière des réponses fournies par les individus à la totalité de l'entretien, et aux fréquentes allusions aux pontificat de Jean-Paul II (encore en vie à l'époque du déroulement de l'enquête), il semble plausible de trouver une explication à l'apparent paradoxe contenu dans les avis exprimés sur les deux derniers sujets d'analyse. Autrement dit, il semblerait incohérent que les individus qui se sont montrés si ouverts à la possibilité d'une modernisation de la très ancienne institution qu'est l'Eglise se montrent ensuite si catégoriques sur la question de l'avortement. Ce paradoxe cesse d'en être un si l'on s'intéresse à l'histoire récente du dernier pontificat : Jean-Paul II s'est en effet servi de la plus extraordinaire machine médiatique jamais utilisée – donnant la sensation d'une grande capacité de modernisation – pour faire la propagande des plus traditionnelles de toutes les positions que l'Eglise ait jamais eue : le refus total de la contraception et la condamnation sans appel de l'avortement.

Quant à l'analyse des positions relatives à propos de la liberté sexuelle, on se rend compte que “seulement” 52% de l'échantillon se déclare ouvertement opposé, tandis que 44% se retranche derrière des discours très “politiquement correct”.

« ...ce que nous entendons aujourd'hui par tolérance, parce qu'à mon avis la tolérance signifie respecter, ne signifie pas partager ; alors je tolère l'homosexualité, dans le sens où je respecte ceux qui en font le choix, je ne pense pas avoir un comportement radicalisé vis-à-vis de ces personnes... mais je crois que ça peut être le cancer de la société de demain : je pense à la possibilité de reconnaître les couples comme en France ou en Hollande, à celle de donner le droit à un couple homosexuel d'adopter un enfant, je crois que cela va complètement miner la société dans ses fondements, voilà, je respecte les couples homosexuels mais je ne partage pas ce choix et je ne pense pas que ce choix doit être celui d'un Etat. » (S22/M1H)

« ...on ne peut pas se sentir proche de ces personnes différentes, il y a l'homosexualité, il y a ceux qui vivent ensemble, malheureusement, mon Dieu, on pourrait éviter, à mon avis, pour une question d'éducation, et donc des raisons familiales, il y a des gens qui disent, moi non, si on se marie ok, sinon je ne vis pas avec toi, c'est une question d'éducation, et puis...le plaisir de la chair existe. La contraception est un choix personnel, et donc moi je ne le ferais pas. » (S3/M3H)

« L'homosexualité doit être interdite, pour moi c'est une chose qui n'existe pas, qu'elle soit masculine ou féminine, à mon avis ces gens devraient être simplement exclus de la société, et au travail aussi parce que fréquenter une personne de ce genre peut inciter les autres à suivre le même chemin. » (S18/F3B).

« Je suis contre les contraceptifs, et contre la liberté sexuelle excessive parce que pour moi l'acte sexuel est important, il sert à la procréation et donc il ne faut pas le gâcher. » (S25/F3H)

Quant aux rapports qu'entretient notre pays avec l'UE, les pays d'Europe de l'Est et les Etats-Unis, les individus interrogés y sont pour la grande majorité extrêmement favorables, à, pour respectivement 76, 80 et 76 % d'entre eux .

Cependant, et sur des sujets spécifiques, certains individus montrent un esprit critique et désabusé, soulignant le fossé existant encore aujourd'hui entre la planification et la réalisation d'une Europe unie, par exemple.

« L'Europe existe sur le papier, ce n'est pas une réalité, ce sont des dessins faits par des hommes ayant peut être toute la bonne volonté du monde, mais pour le moment, c'est du papier. » (S13/F3B)

« C'était vrai que nous avons déjà un retard notable, l'Italie doit devenir l'Europe, nous sommes en bonne voie, souhaitons que cela aboutisse. » (S14/F3H)
« L'Union Européenne est un beau concept, mais si nous l'entendons au sens politique, social, malheureusement il me semble qu'aujourd'hui l'Union Européenne, plus qu'une union politique d'Etats est l'union d'une dizaine de multinationales, qui à mon avis n'ont pas beaucoup d'égard pour le peuple. » (S22M/1H)

D'autres, en revanche, tout en considérant que l'Italie a eu un rôle central dans la réaffirmation de l'Europe post-communiste, mettent en garde contre les risques éventuels d'une gestion trop bienveillante de la politique étrangère.

« L'Italie est le chef de file et doit aussi être le porte-parole auprès de l'Est d'un système occidental fort, et également d'un système économique fort, ce qui veut donc dire être un acteur principal dans les rapports avec l'Est. » (S5/M2H)

« ...dans les relations avec les pays de l'Est, en revanche, je pense que nous allons y perdre au niveau européen.... » (S21/F2H)

« ...le fait d'être un pays ouvert c'est le risque de se faire avaler, parce que quand ils viendront tous chez nous, nous serons en minorité, et quand on est en minorité, on n'a plus droit à la parole... » (S13/F3B)

« ...c'est une opportunité pour nos entrepreneurs d'investir dans ces territoires, avec la main d'œuvre bon marché, évidemment c'est ça le bon côté : ces personnes resteront chez elles, dans leurs régions une fois que ce type de marché aura décollé... » (S18/F3B)

Générées pour partie par la guerre en Irak alors en cours (guerre à laquelle AN avait donné son consentement total au Parlement), déterminées par ailleurs par une aversion atavique, quoi qu'inconfessable, pour les Etats-Unis, les affirmations des personnes interrogées relatives aux Etats-Unis sont profondément ambivalentes.

« Moi je préférerais un rapport d'alliance, je veux dire que pour moi il faut être alliés, pas soumis, et si les Américains exagèrent, comme on l'a vu pour l'Irak, l'Italie devrait pouvoir le dire. » (S20/M1B)

« On continue à payer les conséquences de la deuxième guerre mondiale, parce que finalement on est une colonie américaine. » (S17/F1B)

« ça me fait plaisir de voir que les Etats-Unis reconnaissent un rôle et une dignité à l'Italie, que l'on n'ait pas l'impression d'être des esclaves idiots, disons, des Etats-Unis, qui restent une grande puissance économique mondiale, mais qui nous donnent l'impression d'être des alliés loyaux avec qui il est possible de dialoguer. » (S7/M2H)

Les individus qui dans leurs propos se réfèrent à un événement spécifique qu'ils considèrent essentiel dans l'histoire d'Alleanza Nazionale, représentent vraiment une minorité (24%). En revanche ils se réfèrent systématiquement au même événement : le « tournant de Fiuggi ».

« AN est un parti qui est né en 1995, avec en héritage un autre parti, le MSI. » (S7/M2H)

« ...à partir de Fiuggi c'est un nouveau parti qui est né, et avec lui une nouvelle idée et une nouvelle idéologie » (S12/M1H).

« ...on a cherché à consolider ce parcours, qui a mené au tournant de Fiuggi en 1994, quand le Mouvement Social est devenu Alleanza Nazionale... » (S4/M3H).

Pour terminer, les attentes des personnes interrogées eu égard à l'avenir de leur parti semblent être strictement positives. 88 % des personnes interrogées, en effet, considèrent qu'AN est en mesure d'exploiter son grand potentiel et se présente comme une force apte à gouverner toujours plus solide et fiable. Pour certains c'est précisément le passé qui garantit un avenir radieux, alors que pour d'autres le succès trouvera sa source dans les capacités d'AN à se différencier des autres partis

(même au sein de la coalition) ainsi que sur ses capacités à gagner du terrain au centre, en faisant siennes les positions révisionnistes de son leader Fini.

« *J'imagine qu'AN à l'avenir sera un parti de masse comme Forza Italia, mais il faut qu'il conserve sa particularité idéologique qui la distingue des autres partis.* » (S12/M1H).

« *Bien-sûr que c'est une force apte à diriger un gouvernement, capable d'utiliser son grand potentiel pour résoudre des problèmes encore d'actualité dans notre pays ; c'est pour cela qu'Alleanza Nazionale a toujours plus de poids en tant que future force dirigeante.* » (S8/F1H).

« *AN a un avenir parce qu'elle a un passé, ainsi elle doit forcément avoir un avenir, c'est cela la différence entre nous et tous les autres partis.* » (S1/M2H).

« *...J'imagine qu'il faudra des consensus forcément plus élargis, parce que AN est en train de se faire une place ; tout en maintenant son intransigeance quant aux valeurs, elle a choisi la sérénité dans ses discours et grâce à cela elle peut prétendre à une position centrale.* » (S9/F2H).

References and bibliography

- Bardin, L.** 1995. *L'analyse de contenu*. Paris: Puf.
- Calise, M.** 1994. *Dopo la partitocrazia. L'Italia tra modelli e realtà*. Torino: Einaudi.
- Calise, M.** 2000. *Il partito personale*. Roma-Bari: Editori Laterza.
- Deschamps, J.C.** 1984. *The social psychology of intergroup relations and categorial differentiation* in H. Tajfel (ed.), *The social dimension*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Evangelisti, P.** 2001. *L'extrême droite investit la science-fiction* in *Le Monde diplomatique*, Octobre 2001.
- Orfali, B.** 2005. *Sociologie de l'adhésion. Rêver, militer, changer le monde*. Paris : Editions Zagros.
- Rippert, U.** 2001. *Le baron de la presse de droite se prépare à diriger le nouveau gouvernement italien* in *World Socialist Web Site*. (www.wsws.org/articles/2001/may2001/ital-m15.shtml)
- Schiavone, A.** 1998. *Italiani senza Italia. Storia e identità*. Torino: Einaudi.
- Tajfel, H.** 1972. *La catégorization sociale* in S. Moscovici (ed.), *Introduction à la psychologie sociale*. Paris: Larousse, pp.272-302.
- Verzichelli, L.** 1997. *La classe politica della transizione*. In R. D'Alimonte, S. Bartolini (ed.) *Maggioritario per caso*. Bologna: il Mulino, pp. 309-350.

The authors

Dr. Ida Galli is Professor of Social Psychology at the Faculty of Sociology, University of Naples ' Federico II. She is a member of the teachers' board of the Ph.D. in Psychological and Pedagogical Sciences at the University of Naples. She was Directeur d'Etudes Associée at the Maison des Sciences de l'Homme in Paris. Currently she is Director of the Mediterranean Centre for the Study of Social Representations (CeMeRS) of Naples. Dr. Galli authored books and more than 60 papers presented at national and international conferences and published in specialized reviews. Her research interests include: social representations, political psychology, health psychology and environmental psychology.

Dr. Roberto Fasanelli is Senior Lecturer of Social Psychology at the Faculty of Sociology, University of Naples ' Federico II. He is a member of the teachers' board of the Ph.D. in Psychological and Pedagogical Sciences University of Naples'. He spent periods of study at the Laboratoire Europeen de Psychologie Sociale (Leps) in Paris and he authored books and papers presented at national and international conferences and published on specialized reviews. Dr. Fasanelli's research interests lie mainly in the theoretical framework of social representations and include: issues of political psychology, health psychology and environmental psychology. He is also interested in evaluation research, in the field of Public Policies.

Dr. Debora Sommella is Assistant Professor of Social Psychology at the Faculty of Sociology, University of Naples ' Federico II and at the Faculty of Political Sciences, University of Calabria . She is a member of the teachers' board of the Master on Civil and Criminal Psychology, with the Campanian Institute of Legal Psychology. She authored books and papers presented at national and international conferences and published on specialized reviews. Dr. Sommella's research interests lie mainly in the theoretical framework of social representations and include: issues of health psychology and educational psychology.